
PHILIPPE VELILLA*

LES ÉLECTIONS ISRAÉLIENNES DU 17 SEPTEMBRE 2019

Le 17 septembre 2019, les Israéliens étaient appelés aux urnes pour la seconde fois dans l'année. Les élections du 9 avril n'avaient pas abouti à la formation d'un gouvernement, en dépit du succès enregistré par la droite (qui obtenait 65 sièges sur 120). La défection du parti Israel Beitenou, l'un des alliés historiques du Premier ministre sortant, Benyamin Netanyahou, conduisit ce dernier à proposer, dans la nuit du 29 au 30 mai, une nouvelle dissolution de la Knesset, ce qui plongea le pays dans une crise inédite.

153

Dès le 17 septembre au soir, avant même la publication des résultats définitifs, il apparaît que les deux « blocs » n'atteignent pas les soixante et un députés nécessaires pour former une coalition. Benyamin Netanyahou ne peut s'appuyer que sur cinquante-cinq mandats en additionnant les trente-deux sièges obtenus par son parti, le Likoud, les sept de ses alliés traditionnels de droite, Yamina (alliance de l'Union des partis de droite et de Nouvelle Droite), et les seize des deux partis ultra-orthodoxes. Benny Gantz, tête de liste du parti du centre Bleu-Blanc, qui a

trente-trois élus, ne peut compter pour sa part que sur le soutien des deux partis de gauche, qui en obtiennent onze, et pas forcément sur celui de la Liste unifiée (des partis arabes), disposant de treize sièges. Avigdor Liberman, leader du parti Israel Beitenou, celui-là même qui avait fait défaut le 29 mai, se trouve à nouveau en position de « faiseur de roi », avec huit élus. Cette situation complexe met un terme à une campagne qui, sans passionner les Israéliens, a mis en exergue les divisions de la société et abouti à confirmer la bipolarisation de la vie politique israélienne.

* Docteur en droit, enseignant à l'Université numérique européenne des études juives (UNEEJ.com).

Élections législatives en Israël

Inscrits	6 394 030		
Votants	4 465 168	(69,83 %)	
Suffrages non validés	28 362		
Suffrages exprimés	4 436 806		
Seuil électoral	144 196	(3,25 %)	
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Bleu-Blanc (centre)	1 151 214	25,95	33 (- 2)
Likoud (droite nationaliste)	1 113 617	25,10	32 (- 3)
Liste unifiée (partis arabes)	470 211	10,60	13 (+ 3)
Shas (ultra-orthodoxes séfarades)	330 199	7,44	9 (+ 1)
Israel Beitenou (russophone laïque)	310 154	6,99	8 (+ 3)
Yaadout Hatorah 154 (ultra-orthodoxes ashkénazes)	268 775	6,06	7 (- 1)
Yamina (extrême droite sioniste religieuse)	260 655	5,87	7 (+ 2)
Parti travailliste-Gesher (centre gauche)	212 782	4,80	6 (=)
Union démocratique (gauche)	192 495	4,34	5 (+ 1)

Note : Ne sont pas repris ici les scores des partis n'ayant pas obtenu de sièges.

UNE SOCIÉTÉ PROFONDÉMENT DIVISÉE

Pour justifier sa dissidence, le parti Israël Beitenou mettait en avant sa volonté de voir appliquée aux jeunes ultra-orthodoxes la loi sur la conscription, dont les étudiants des académies talmudiques (les *yeshivot*) sont exemptés depuis la création de l'État.

Laïcs vs ultra-orthodoxes

En fait, à travers cette demande, c'était toute la question des rapports entre l'État et la religion qui était posée, rapports à l'origine du conflit historique entre ultra-orthodoxes et laïcs.

Ces derniers ont le sentiment que le statu quo censé régir leurs relations évolue toujours dans un seul sens. Ainsi, au cours de la dernière législature, les partis ultra-orthodoxes ont réussi à faire adopter l'interdiction de l'ouverture des supérettes durant le shabbat. La « contrainte religieuse », selon le terme utilisé par les opposants, est particulièrement mal vécue par les Israéliens russophones, peu pratiquants, et dont un bon tiers n'est pas considéré comme juif par le Grand Rabbinat¹. Cette institution, qui dispose d'un monopole en matière de statut personnel, se livre à des pratiques jugées humiliantes par certains jeunes couples devant produire des tests

1. Sont considérées comme juives les personnes nées de mère juive ou converties, mais la loi du retour (des juifs en Israël) s'applique aussi aux conjoints et aux descendants sur deux générations.

ADN pour prouver leur judéité avant leur mariage.

Avigdor Liberman s'est fait le porte-parole de cette révolte contre l'orthodoxie en employant des formules choc pour dénoncer ces demandes à l'égard de ceux qui sont « assez juifs pour porter l'uniforme israélien et mourir avec, mais pas assez pour se marier en Israël ». Plus largement, il brandit l'étendard d'un « pays juif mais pas d'un pays de la loi religieuse ». Ce positionnement d'Israel Beitenou – qui jusque-là intervenait principalement auprès du public russophone – en tant que parti de droite laïque a été efficace, puisqu'il lui a permis de gagner trois sièges entre les deux élections.

Le parti Bleu-Blanc a lui aussi développé en fin de campagne ce thème de la lutte contre la contrainte religieuse – ce qui correspond bien à son public, composé dans une large mesure d'Ashkénazes laïques appartenant aux classes moyennes et supérieures des centres urbains. Il a ainsi recueilli 46 % des suffrages à Tel-Aviv et 33 % à Haïfa, mais seulement 12 % à Jérusalem, presque deux fois moins que le Likoud (23 %), qui est dépassé par un parti ultra-orthodoxe, Yaadout Hatorah (25 %).

Ashkénazes vs Séfarades

On l'aura compris, ce conflit entre religieux et laïcs recoupe partiellement un autre conflit ancien : celui entre Ashkénazes et Séfarades. Alors que les différences socio-économiques se sont largement estompées, les seconds reprochent encore aux premiers de les avoir mal accueillis dans les années 1950 et 1960, en les confinant dans des positions subalternes tout en

discréditant leur culture et notamment leur pratique religieuse². Ce contentieux, en grande partie à l'origine de la domination de la droite depuis 1977, est parfois ravivé. Ainsi, le parti Bleu-Blanc fut accusé d'être trop... blanc. En sens inverse, les critiques portées à l'encontre des anciennes positions droitières d'Orly Levy-Abecassis, alliée au Parti travailliste, furent décrites par celui-ci comme des attaques racistes vis-à-vis d'un portedrapeau de la cause des couches (séfarades) défavorisées. Même si le clivage Ashkénazes/Séfarades n'a plus la même intensité qu'auparavant, il continue de structurer la vie politique et consolide le vote populaire en faveur de la droite. Ainsi, le 17 septembre, les villes les plus séfarades du pays, notamment les localités défavorisées du Sud, ont voté massivement en faveur du Likoud et de ses alliés. À Beer-Sheva, ville principale du Néguev, le Likoud a obtenu 43,9 % des voix contre 18,8 % pour Bleu-Blanc. Dans les villes côtières d'Ashkelon et d'Ashdod, il est arrivé premier avec respectivement 40,5 % et 31,2 % des suffrages, tandis que le parti de Benny Gantz, dans ces deux localités très russophones, est parvenu à la troisième place avec respectivement 17,3 % et 13,6 % des voix derrière Israel Beitenou, qui en a obtenu 18,3 % et 18 %. La domination du Likoud est aussi nette dans les villes en développement comme Dimona (55,2 %), Yerouham (41,7 %), Sdérot (42,1 %) et Eilat (42,2 %). Dans ces mêmes villes, les attaques contre l'ultra-orthodoxie ont mobilisé la fraction la plus incertaine de cet électorat, faisant gagner un siège à Shas.

2. Cf. notre ouvrage *Israël et ses conflits*, Paris, Le Bord de l'eau, 2017.

Arabes vs juifs

156 Benyamin Netanyahou avait notamment dû sa victoire d'avril à son discours anti-arabe³. Soucieux de renouveler l'exploit, il n'a pas hésité à attaquer les Arabes israéliens, et ce de deux façons. La première en déclarant : « On veut nous voler le vote », allusion aux rumeurs de fraudes dans les localités arabes. Le Premier ministre sortant a même initié un projet de loi permettant aux militants de filmer ce qui se passait dans les bureaux de vote – le projet n'a pu être adopté en raison de délais trop courts mais a contribué à aviver les tensions. Plus encore, sur une de ses pages Facebook, on a pu lire pendant quelques heures : « Les Arabes veulent nous anéantir tous – femmes, enfants et hommes. » Il a prétendu ensuite qu'un « employé subalterne » de son état-major de campagne était responsable de cette publication. Loin de décourager le vote arabe, ces provocations ont eu l'effet inverse : alors que le 9 avril était enregistré un taux historiquement bas de participation des Arabes israéliens (49 %), le 17 septembre 60 % d'entre eux se rendirent aux urnes, contribuant grandement au bon résultat de la Liste unifiée, qui avec ses treize sièges a retrouvé son résultat de 2015, alors que ses divisions lui avaient valu un recul lors du précédent scrutin – les deux listes arabes obtenant seulement dix sièges au total.

La mobilisation de l'électorat arabe traduit aussi une profonde évolution de la communauté arabe israélienne. Connaissant une forte transition démographique, avec trois enfants par femme et un taux de fertilité

désormais légèrement inférieur à celui des femmes juives, cette communauté arabe israélienne est en phase de modernisation. Sur le plan politique, elle entend exercer une influence et participer plus étroitement au processus de décision. Après avoir longtemps fait de la solidarité avec les Palestiniens de l'autre côté de la ligne verte son principal combat politique, elle entend désormais que soient mieux prises en compte ses préoccupations quotidiennes, qui se résument en un mot : égalité. Ainsi, la Liste unifiée demande-t-elle l'abrogation de la « loi sur l'État-nation » adoptée en 2018, où ce principe n'est pas mentionné, alors qu'il figurait dans la déclaration d'indépendance du 14 mai 1948. Sur un plan plus concret, les partis arabes israéliens insistent sur la nécessité de lutter contre les discriminations, de développer les localités qu'ils habitent, d'y assurer une plus grande sécurité (vis-à-vis du crime organisé et du trafic d'armes), de créer une université où l'enseignement se ferait en arabe, etc.

Cette volonté d'influer sur le processus politique devait se traduire dans les faits dès le lendemain de l'élection. Le système législatif israélien dispose que le président de l'État reçoit de la part des groupes parlementaires des propositions soutenant tel ou tel candidat à la tête du gouvernement. Pour la première fois depuis 1992, les partis arabes dans leur majorité (trois des quatre composantes de la Liste unifiée, soit dix députés sur treize) ont opté pour la candidature du leader d'un parti sioniste, Benny Gantz, au poste de Premier ministre. L'explication avancée par les

3. Cf. notre chronique « Les élections israéliennes du 9 avril 2019 : entre "affaires", vote ethnique et réseaux sociaux », *Pouvoirs*, n° 170, 2019, p. 145-152.

dirigeants de la Liste unifiée était claire : mettre fin à l'ère Netanyahu. Ils ne sont pas les seuls à exprimer une telle volonté.

UNE NOUVELLE BIPOLARISATION

On l'aura noté : hormis la question des rapports entre l'État et la religion, aucun grand thème n'a dominé la campagne. En outre, les sujets économiques et sociaux ont à peine été effleurés (par le Parti travailliste et ses alliés), et la question environnementale (que l'Union démocratique – groupant le parti de gauche Meretz et plusieurs personnalités dont des dissidents du Parti travailliste – voulait porter) encore moins. L'électorat était en effet partagé sur la question du remplacement ou non de Benyamin Netanyahu.

Bibi ou comment s'en débarrasser

En ayant passé plus de treize ans au pouvoir (trois ans de 1996 à 1999 et dix ans depuis 2009 sans discontinuer), Benyamin Netanyahu a battu le 20 juillet 2019 le record établi par David Ben Gourion en matière de longévité à la tête du gouvernement. Il aurait pu ainsi terminer sa carrière en beauté. Mais, mis en cause dans trois affaires judiciaires⁴, il entend se maintenir au pouvoir afin de gagner du temps ou obtenir une immunité.

En vue des élections du 17 septembre, il a fait une campagne *bis repetita* en tentant de discréditer ses

adversaires, qu'il a accusés de vouloir gouverner avec le soutien des partis non sionistes (arabes). Pour le reste, en l'absence de débat de fond, il s'est contenté de rappeler brièvement un bilan économique flatteur, avec un taux de croissance supérieur à la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (3 %) et un taux de chômage historiquement bas (4 %), des échanges extérieurs en expansion grâce au dynamisme de la haute technologie... Sur le plan international, il a mis en exergue ses bonnes relations avec les présidents Trump et Poutine, ainsi que son statut consacré par la presse internationale, qui a publié des unes sur « *King Bibi* » (*Time*, *Paris-Match*).

Cependant, pour l'emporter à nouveau, le Premier ministre sortant en a trop fait et a indisposé ses puissants protecteurs. Alors que la publication du plan Trump pour la paix au Proche-Orient (l'« affaire du siècle ») était repoussée pour ne pas interférer avec le calendrier électoral, Benyamin Netanyahu, en fin de campagne, a promis d'annexer la vallée du Jourdain et le Nord de la mer Morte. Cette initiative unilatérale n'a sans doute pas été étrangère au refus de Donald Trump de s'engager à nouveau à ses côtés. Vladimir Poutine, pour sa part, l'a fait attendre plus de trois heures à Sotchi, où le Premier ministre israélien avait tenu à le rencontrer quelques jours avant le

157

4. La première, dite dossier 1000, est relative à des cadeaux reçus par la famille Netanyahu d'une valeur de près de 200 000 euros de la part de milliardaires ; la deuxième, dite dossier 2000, concerne les discussions entre le Premier ministre et le propriétaire du principal quotidien payant, *Yediot Aharonot*, Benyamin Netanyahu sollicitant une meilleure couverture médiatique ; la troisième, dite dossier 4000, est de même type, mais de plus grande ampleur puisqu'elle met en jeu l'opérateur historique des télécommunications Bezeq et son influent site d'information Walla !.

scrutin dans l'optique de séduire l'électorat russophone.

En outre, cette concession de dernière minute aux partisans de l'annexion ne devait guère augmenter le capital du bloc de droite, mais plutôt réduire l'extrême droite sioniste religieuse à sept sièges en déplaçant des voix au profit du Likoud. Cela n'a cependant pas suffi à Benjamin Netanyahu pour arriver en tête, bien au contraire : tandis que son parti avait remporté trente-cinq sièges le 9 avril et fusionné avec un petit parti qui en avait obtenu quatre, il enregistre au total un recul de sept sièges le 17 septembre, alors que son principal concurrent ne recule que de deux sièges. Sans constituer un désaveu complet, ces élections n'apportent pas à Benjamin Netanyahu le soutien qu'il espère pour faire face à ses juges. De surcroît, il a maintenant en face de lui un challenger : Benny Gantz.

Benny Gantz, le challenger

Désormais, le système politique repose sur un grand parti de droite, le Likoud et ses satellites d'extrême droite et ultra-orthodoxes, et un grand parti du centre, Bleu-Blanc, associé à ce qui reste des deux partis de gauche. Ceux-ci sont en effet réduits à la portion congrue, avec seulement onze élus en tout : concurrencés sur le terrain de la lutte contre la contrainte religieuse, incapables de faire leur unité et de désigner un leader, ils ne peuvent plus réunir qu'un électorat de fidèles. Le recul de la gauche a longtemps assuré à la droite une domination sans partage, sauf lorsqu'un parti du centre parvenait à se constituer (ce qui fut le cas en 2003 avec la création du parti Kadima, qui

emporta les élections de 2006 mais se divisa par la suite).

La création, début 2019, de Bleu-Blanc a mis fin à ce déséquilibre. Ralliant des personnes venant de la droite et de la gauche, ce parti bénéficie de l'infrastructure militante de Yesh Atid, dirigé par Yaïr Lapid, qui n'avait pas réussi à s'imposer comme chef de l'opposition. Yaïr Lapid est désormais le numéro deux du nouveau parti contrôlé par un ancien chef d'état-major récemment venu à la politique. Ce choix ne doit rien au hasard. Dans un pays comme Israël, confronté à la menace iranienne et aux groupes armés du Hamas au sud et du Hezbollah au nord, aucune force politique ne peut s'imposer sans caution sécuritaire. Bleu-Blanc a réussi le tour de force de réunir dans son quatuor de tête trois anciens chefs d'état-major : outre Benny Gantz s'y trouvent les généraux Gabi Ashkenazi et Moshé Yaalon. Son image sur le plan de la sécurité étant assurée, le parti a pu se poser en premier opposant au Likoud en présentant Benny Gantz comme le seul challenger de Benjamin Netanyahu. Cette tactique a fonctionné, puisqu'elle a permis de prendre des voix, notamment le 9 avril, aux partis de gauche. Mais cela n'a pas été suffisant pour constituer une majorité, ce qui laisse la porte ouverte à une solution : un gouvernement d'union nationale entre les deux grands partis avec un accord de rotation pour le poste de Premier ministre.

*

À l'heure où ces lignes sont écrites, à la mi-novembre 2019, on ne sait toujours pas si une coalition pourra être formée et par qui, ou si les Israéliens devront une troisième fois se rendre aux urnes afin de procéder à

une élection dont rien ne dit qu'elle résoudra la crise. Rien ne dit non plus que les dirigeants politiques auront le courage de tirer la leçon qui s'impose au terme de près d'un an d'instabilité:

la nécessité de changer un système électoral fondé sur la proportionnelle intégrale avec un seuil de représentativité bas (3,25 %) qui a atteint ses limites.